



Conseil en gestion
et management d'entreprises

Jean-François JAUMIER

Expert-Comptable

Commissaire aux Comptes

CIDFF

**Siège social : 37 Avenue des Pyrénées
11100 NARBONNE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2024

Site internet :
www.cgmesud.fr

205, Boulevard Gay Lussac
Z.I. La Bouriette
11000 CARCASSONNE

cgme@cgmesud.fr
Tél. : 04 68 72 33 83
Télécopie : 04 68 72 52 44

SARL JAUMIER
Capital de 8 000€
RCS Carcassonne 448 226 092

Locataire gérant – N° d'identification intracommunautaire : FR 74 448 226 092

Conditions de règlement des honoraires : par prélèvement. Pas d'escompte en cas de paiement anticipé.

En cas de retard de paiement, une pénalité égale à 3 fois le taux d'intérêt légal sera exigible et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera appliquée (art. L 441-6).

CIDFF
Siège social : 37 Avenue des Pyrénées
11100 NARBONNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CIDFF relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CARCASSONNE, le 15 Avril 2025

SARL JAUMIER, représenté par
Jean François JAUMIER
Commissaire aux comptes

GROUPE CGME
SARL JAUMIER
EXPERT-COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
205 bd. Gay Lussac - Z.I. la Bourlette
11000 CARCASSONNE
Tél. 04 68 72 33 83
cgme@cgmesud.fr

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024				Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net		Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)	AA				
	Immobilisations Incorporelles					
	Frais d'établissement	AB	AC			
	Frais de recherche et de développement	AD	AE			
	Concessions brevets droits similaires	AF	AG	8 837,21	7 839,81	997,40
	Fonds commercial (1)	AH	AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK			
	Avances et acomptes	AL	AM			
	Immobilisations Corporelles					
	Terrains	AN	AO			
	Constructions	AP	AQ	854 493,20	623 848,24	230 644,96
	Installations techniques,mat et outillage indus.	AR	AS			
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	84 746,63	79 823,25	4 923,38
	Immobilisations en cours	AV	AW			
	Avances et acomptes	AX	AY			
	Immobilisations Financieres					
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS	CT			
	Autres participations	CU	CV			
	Créances rattachées à des participations	BB	BC			
	Autres titres immobilisés	BD	BE			
	Prêts	BF	BG			
	Autres immobilisations financières	BH	BI	3 219,99	3 219,99	3 169,99
TOTAL (II)		BJ	BK	951 297,03	711 511,30	239 785,73
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours					
	Matières premières, approvisionnements	BL	BM			
	En-cours de production de biens	BN	BO			
	En-cours de production de services	BP	BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS			
	Marchandises	BT	BU			
	Avances et Acomptes versés sur commandes	BV	BW			
	Créances					
	Créances clients et comptes rattachés (3)	BX	BY	88 209,75	88 209,75	38 335,90
	Autres créances (3)	BZ	CA	251 253,83	251 253,83	203 940,83
	Capital souscrit appelé, non versé	CB	CC			
	Valeurs mobilières de placement	CD	CE	1 259,20	1 259,20	1 259,20
	Disponibilités	CF	CG	174 523,90	174 523,90	369 780,73
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (3)	CH	CI	9 867,64	9 867,64	11 009,11
	TOTAL (III)	CJ	CK	525 114,32	0,00	525 114,32
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CL				
	Primes et remboursement des obligations (V)	CM				
	Ecart de conversion actif (VI)	CN				
TOTAL ACTIF		CO	1A	1 476 411,35	711 511,30	764 900,05
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an :	
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :		Créances :

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Capitaux Propres	Capital social ou individuel (1)	DA		
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)	DC		
	RESERVES			
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)	DF		
	Autres réserves	DG		
	Report à nouveau	DH	264 850,40	256 650,77
	Résultat de l'exercice	DI	-128 790,89	8 199,63
Autres Fonds Propres	Subventions d'investissement	DJ	6 761,04	11 791,80
	Provisions réglementées	DK		
	Total des capitaux propres	DL	142 820,55	276 642,20
	Produits des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	Total des autres fonds propres	DO	0,00	0,00
Provisions	Provisions pour risques	DP	72 595,34	72 020,77
	Provisions pour charges	DQ	174 479,39	163 259,86
	Total des provisions	DR	247 074,73	235 280,63
Dettes	DETTES FINANCIERES			
	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	94 018,25	127 771,83
	Emprunts et dettes financières divers	DV		2 716,48
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	DETTES D'EXPLOITATION			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	16 125,21	19 259,17
	Dettes fiscales et sociales	DY	251 850,14	207 121,32
	DETTES DIVERSES			
Renvois	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	32,42	
	Produits constatés d'avance (4)	EB	12 978,75	9 497,25
	Total des dettes	EC	375 004,77	366 366,05
	Ecart de conversion passif	ED		
	TOTAL PASSIF	EE	764 900,05	878 288,88
	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	(2) Dont Écart de réévaluation libre	1D		
	Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

État exprimé en €						Du 01/01/2024 Au 31/12/2024		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		
			France		Exportation					
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	FA		FB		FC				
	Production vendue Biens	FD		FE		FF				
	Services	FG	444 441,70	FH		FI	444 441,70	530 214,77		
	Montant net du chiffre d'affaires	FJ	444 441,70	FK		FL	444 441,70	530 214,77		
						FM				
	Production stockée						FN			
	Production immobilisée						FO	1 275 733,81	1 097 929,51	
	Subvention d'exploitation						FP	66 355,17	87 205,04	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges (9)						FQ	62 913,83	43 540,18	
	Autres produits (1) (11)									
Total des produits d'exploitation (2)						FR	1 849 444,51	1 758 889,50		
Charges d'exploitation	Achats de marchandises						FS			
	Variation de stock						FT			
	Achats de matières et autres approvisionnements						FU			
	Variation de stock						FV			
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)						FW	291 421,93	263 262,41	
	Impôts, taxes et versements assimilés						FX	95 569,67	90 994,00	
	Salaires et traitements						FY	1 155 058,19	1 026 875,17	
	Charges sociales du personnel (10)						FZ	357 720,04	308 884,56	
	Dotations aux amortissements						GA	36 327,53	35 763,52	
	Dotations aux provisions :									
	- sur immobilisations						GB			
	- sur actif circulant						GC			
	- pour risques et charges						GD	9 422,34	11 971,20	
	Autres charges (12)						GE	46 350,77	35 692,18	
Total des charges d'exploitation (4)						GF	1 991 870,47	1 773 443,04		
RESULTAT D'EXPLOITATION						GG	-142 425,96	-14 553,54		
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré						GI			
Produits financiers	De participations (5)						GJ			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	6 058,85	4 084,64	
	Reprises sur provisions et transfert de charges						GM			
	Différences positives de change						GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
Total des produits financiers						GP	6 058,85	4 084,64		
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions						GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	1 818,48	2 540,26	
	Différences négatives de change						GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières						GU	1 818,48	2 540,26	
RESULTAT FINANCIER						GV	4 240,37	1 544,38		
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS						GW	-138 185,59	-13 009,16		

Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Du 01/01/2024
Au 31/12/2024

Du 01/01/2023
Au 31/12/2023

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS						-138 185,59	-13 009,16		
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion					HA		14 019,32	
	Sur opérations en capital					HB	10 059,70	7 387,47	
	Reprises sur provisions et transfert de charges					HC			
	Total des produits exceptionnels (7)					HD	10 059,70	21 406,79	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)					HE		198,00	
	Sur opérations en capital					HF			
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)					HG			
	Total des charges exceptionnelles (7)					HH	0,00	198,00	
RESULTAT EXCEPTIONNEL						HI	10 059,70	21 208,79	
PARTICIPATION DES SALARIES						HJ			
IMPOTS SUR LES BENEFICES						HK	665,00		
TOTAL DES PRODUITS						HL	1 865 563,06	1 784 380,93	
TOTAL DES CHARGES						HM	1 994 353,95	1 776 181,30	
RESULTAT DE L'EXERCICE						HN	-128 790,89	8 199,63	
RENOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme				HO			
	(2)	produits de locations immobilières				HY			
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1G		4 880,00	
	(3)	- Crédit-bail mobilier *				HP			
		- Crédit-bail immobilier				HQ			
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)				1H		198,00	
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées				1J			
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées				1K			
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)				HX			
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)				RC			
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)				RD			
	(9)	Dont transferts de charges				A1			
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)				A2			
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)				A3			
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)				A4			
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6		obligatoires	A9			
	(7)	Détails des produits et charges exceptionnels :					Exercice N		
							Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
(8)	Détails des produits et charges sur excercices antérieurs :					Exercice N			
						Charges antérieures	Produits antérieurs		